



Défendons tous la recherche publique Votez pour les listes du SNTRS-CGT



Conseil scientifique de l'INSIS

Hervé BERVILLER

Collège B2

Vos élu.e.s CGT aux Conseils scientifiques des instituts (CSI) combattent la politique qui pèse sur la recherche : précarité, concurrence, chasse aux appels d'offres, mutualisations sans objectif scientifique, poids de la bibliométrie, remise en cause de l'indépendance de la recherche. Elles et ils sont les garants de la transparence du fonctionnement et des décisions de ces conseils. Elles et ils tiendront informés les personnels.

Une situation de plus en plus critique pour la recherche publique et ses personnels

Les tentatives de remise en cause du rôle décisif du CNRS comme organisme national de recherche n'ont jamais cessé depuis le début des années 2000, de la part de tous les gouvernements qui se sont succédé dans les vingt dernières années. Ils ont tous suivi la même politique : vassaliser les scientifiques au pouvoir politique et aux entreprises. Pour ce faire, il fallait réduire le rôle des organismes de recherche et les financements récurrents au profit de ceux sur appel d'offres. Sans revenir sur le Pacte pour la recherche et les diverses lois LRU, ou la mise en place des PIA successifs c'est aujourd'hui la LPR votée en décembre 2020 en pleine période COVID qui déstabilise profondément la recherche publique. La résistance des personnels a certes empêché le démantèlement du CNRS et sa transformation en agence de moyens, mais pour combien de temps encore si nous n'agissons pas ?

L'organisation de la recherche publique se calque de plus en plus sur celle de l'entreprise privée avec comme corollaire la compétition permanente et l'omniprésence du management. Les scientifiques doivent justifier leur existence par leur capacité à décrocher des contrats. La créativité, l'audace, l'originalité ont fait place à la valorisation à court terme, au conformisme. Les champs scientifiques jugés à faibles enjeux sociétaux ou économiques sont marginalisés, au risque d'être absents d'enjeux majeurs comme on l'a vu avec le scandale du non financement des recherches sur les coronavirus. Et tout ceci dans un contexte de réduction continue des moyens, de blocage des carrières et des rémunérations, et d'accroissement de la précarité qui détourne les jeunes des carrières scientifiques et fragilise les collectifs de travail. Le CNRS a perdu de milliers de postes de titulaires depuis 2005 !!!

A cause de la loi de transformation de la fonction publique et de la LPR nos secteurs ont été attaqués de plein fouet avec la diminution du nombre de fonctionnaires et la création de CDI de projets ou de mission et des CPJ. Ces CDI liés à la durée d'une mission remettent en cause la pérennité des projets liés à la recherche publique. Le mécanisme des CPJ introduit une concurrence déloyale avec les jeunes chercheurs titulaires. Les chercheurs ingénieurs et techniciens titulaires sont indispensables à la pérennité des programmes, à la diffusion de la science et à la formation.

Les Conseils scientifiques force de résistance et de propositions

Le SNTRS-CGT refuse de cantonner les instances scientifiques de la communauté à un rôle secondaire, faisant fi de leurs prérogatives statutaires. Il exige l'application des textes réglementaires qui leur confèrent un rôle d'expertise, de conseil, de prospective auprès de la

Direction du CNRS et des instituts. Pour le SNTRS-CGT, ces instances doivent être des lieux de débat des orientations scientifiques, d'investigation sur les grandes questions qui touchent la communauté (emploi, métiers, financements, orientations de la recherche au sein des instituts et à l'international). Elles doivent être des instances déterminées à porter une recherche publique exigeante et indépendante, menée par des personnels attachés à la qualité de leur métier.

Actions marquantes de nos élu.e.s au Conseil scientifique et aux Conseils scientifiques d'institut

- Participation active à la plénière du comité national de juillet 2019 qui exprima les demandes de la communauté scientifique en amont de la préparation de la LPR
- Dénonciation du contenu de la LPR avec son absence de recrutement et de refinancement des organismes de recherche par des crédits ordinaires à la hauteur des enjeux
- Défense du rôle des instances pour qu'elles puissent évaluer réellement la politique scientifique impulsée par la direction face à la difficulté d'accomplir cette mission statutaire
- Défense de toutes les catégories, grâce à la nature inter-catégorielle de la CGT
- Dénonciation de la mise en place des CPJ et des CDI de mission
- Contestation des déclassements et des annulations de recrutements survenus lors de jurys d'admission pour les concours chercheurs
- Animation de groupes de travail sur des sujets essentiels aux missions du CNRS : emploi IT par exemple
- Participation active au travail de prospective des conseils scientifiques
- En collaboration avec les autres syndicats et les élu.e.s CGT de CSI et de sections, défense du principe de l'évaluation par le comité national face aux aberrations et aux carences de l'HCERES
- Lutte contre la vente forcée et bardée du site de Meudon avec ses conséquences

Le SNTRS-CGT propose un système de recherche publique où la place des personnels et de la communauté scientifique est reconnue

- Pour que les métiers de la recherche gardent leur attractivité, il est indispensable de recruter jeune au plus près de l'obtention des diplômes
- Pour résorber la précarité, un plan de titularisation et des recrutements sur postes de fonctionnaires, à la hauteur des besoins des laboratoires et des services, doit être engagé
- Pour des carrières attractives et la reconnaissance des qualifications
- Pour des financements récurrents qui permettent aux scientifiques d'exercer pleinement leur métier
- Pour arrêter les dérives managériales génératrices de souffrance et permettre aux personnels de retrouver la sérénité au travail
- Pour lutter contre l'externalisation et la mutualisation généralisée des services
- Pour des choix scientifiques et pour une prospective scientifique non soumis au politique ou au marché
- Pour une expertise prenant en compte la politique scientifique des laboratoires et des collègues
- Pour que le CNRS garde ses prérogatives nationales et son autonomie scientifique, au-delà de programmes imposés par le pouvoir politique
- Pour que le CNRS maintienne toutes les disciplines en son sein, même les thématiques rares ou menacées
- Pour le développement des Grandes infrastructures de recherche
- Pour le développement d'infrastructures de science ouverte indépendantes de la prédation commerciale, menée par des personnels qualifiés et stables et guidée par la science
- Pour une collaboration équilibrée entre le CNRS et l'ensemble des autres établissements qui ne soit pas assujettie aux pressions locales des entreprises et des régions
- Pour une politique internationale du CNRS qui favorise les coopérations avec les organismes de recherche et les universités du monde entier, incluant un objectif de développement nord-sud équilibré et pacifique